



Le 2 mai 1994

Enquête 1994 sur le premier emploi
des jeunes diplômés des grandes écoles

L'enquête de la Conférence des Grandes Ecoles de 1994 porte sur un nombre encore plus grand d'élèves et d'écoles. Elle est strictement comparable à celle de 1993, mais comporte quelques questions ou analyses nouvelles. Elle a été faite auprès des diplômés des trois dernières promotions (c'est-à-dire diplômés en 91-92-93), au cours du mois de janvier 1994, soit deux mois plus tôt que l'an dernier.

Tableau n° 1

Année de l'enquête	1993	1994
Nombre d'Ecoles ayant répondu	75/152	114/153
Représentativité de ces Ecoles en nombre de diplômés	50 %	62 %
Pourcentage d'élèves ayant répondu dans ces Ecoles	46 %	55 %
Représentativité de l'échantillon sur l'ensemble des diplômés de la Conférence	23 %	34 %
Taille de l'échantillon (sur 3 promotions)	15 046	23 830

Les résultats de l'enquête sont donc tout à fait significatifs, compte tenu de la taille de l'échantillon des réponses. Un biais est théoriquement possible mais il est faible, cela ressort de la structure des réponses qui ne varie guère lors de la relance des élèves n'ayant pas répondu.

Les anciens élèves fonctionnaires ou militaires n'ont pas été pris en compte puisque leur situation par rapport à l'emploi est particulière.

Les principales conclusions de cette enquête sont les suivantes. Elles sont détaillées dans les annexes.

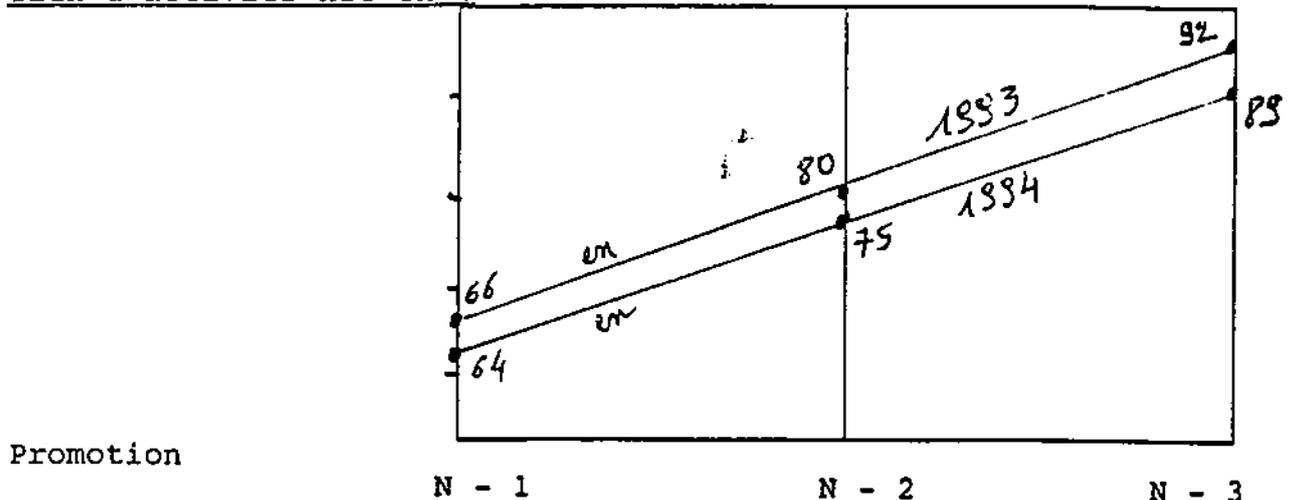
1) la situation de l'embauche reste relativement satisfaisante, même si elle est moins bonne sur l'ensemble de l'échantillon, qu'en 1993 :

le taux d'activité brut (nombre de personnes en activité professionnelle/nombre total de l'échantillon) baisse d'environ 3 % et les délais de recherche d'emploi de plus de six mois sans succès passent de 2,2 % à 3,9 %.

Et si l'on exclut les diplômés qui prolongent leurs études ou qui font leur service national, le taux d'activité net au bout de deux ans et demi est passé de 92 % (enquête 93) à 89 % (enquête 94).

Graphique n° 1

Taux d'activité net en %



2) La situation des Ecoles membres de la Conférence par rapport au marché de l'emploi n'est pas homogène

Les écoles de gestion conduisent plus rapidement à des taux d'activité bruts très forts : 50 % au bout de 14 mois, alors que ce taux n'est atteint qu'au bout de 22 mois pour les écoles d'ingénieurs. Ceci s'explique seulement en partie par le taux d'études prolongées longues nettement plus fort chez les ingénieurs, notamment avec le doctorat. (11 % la troisième année contre 3 % pour les diplômés de gestion)

Les diplômés de gestion ont des délais de recherche d'emploi plus courts et moins de contrats à durée déterminée.

Par ailleurs, les différentes écoles mettent plus ou moins de temps à atteindre une situation assez convergente. Avec le recul, les écarts restent faibles.

Tableau n° 2

Taux d'activité net en 1994 de la promotion 1991

(Moyenne 89 %)

Taux d'activité net de l'Ecole (actifs/actifs + diplômés en recherche d'emploi)	Pourcentage d'écoles
100 %	7 %
entre 80 et 100 %	78 %
entre 60 et 80 %	14 %
moins de 60 %	1 %

Par rapport à la valeur moyenne de 89 %, les écarts restent donc assez faibles. Il faut d'ailleurs relativiser cet indicateur qui intègre sous un aspect négatif le fait de rechercher même depuis peu de semaines, un emploi après le service national ou après des études prolongées.

3) Les situations sont de plus en plus différenciées entre les diplômés qui tirent vite et bien leur épingle du jeu et ceux qui éprouvent plus de difficultés.

Ainsi, la part de ceux qui ont trouvé un travail en moins de 2 mois est passée de 51 % à 62 %, alors que celle de ceux qui ont mis plus de 6 mois est passée de 6 à 11 %.

4) Les jeunes diplômés s'adaptent vite à l'évolution de l'emploi

Ainsi, parmi ceux qui prolongent leurs études et dont la proportion n'a pas varié, 37 % disent le faire par crainte de ne pas trouver d'emploi (contre 8 % l'an dernier). (*)

Parmi ceux qui recherchent un emploi, la difficulté la plus souvent mentionnée est la peur de l'absence de débouchés (42 %) contre seulement 8 % pour la crainte d'une rémunération insuffisante. Toutefois, près du quart des diplômés en recherche ont déjà refusé une ou plusieurs propositions d'embauche.

Une analyse plus approfondie serait nécessaire pour savoir la part de ces refus qui proviennent d'exigences exagérées de diplômés ou de certaines dégradations des offres.

(*) avec, il est vrai, une formulation légèrement différente de la question.

Les diplômés acceptent plus facilement l'évolution constatée :

- les contrats à durée déterminée représentent 29 % pour les plus jeunes et 12 % pour les plus anciens (contre 20 % et 7 % l'an dernier)

- ils recherchent plus volontiers les postes à l'étranger (10 % des plus jeunes contre 4 % l'an dernier) : ceci est aussi lié aux efforts des Ecoles pour s'internationaliser.

- ils sont plus mobiles, car déjà 19 % en sont à leur deuxième poste de travail au bout de trente mois.

Et ils s'adaptent mieux au marché. En 1994, ceux qui recherchent un emploi utilisent en moyenne 4,5 méthodes différentes, contre seulement 2 en 1993.

5) la situation des femmes se différencie

Les femmes représentent 27,5 % des diplômés.

Si on neutralise l'effet du service national, on constate qu'elles atteignent plus vite un meilleur taux d'activité. Elles sont moins nombreuses à prolonger leurs études, mais un plus grand nombre les prolongent longtemps, notamment par le doctorat chez les ingénieurs.

De ce fait, le taux de recherche d'emploi des femmes est moitié moindre au bout de 18 ou 30 mois : 13 % (contre 26 %) et 5 % (contre 12 %) respectivement.

Par contre, elles ont en moyenne des durées de recherche plus longues. On constate dans les Ecoles de Gestion qu'elles semblent plus exigeantes que les hommes face aux propositions d'emploi qui leur sont offertes. Elles ont, en général, des rémunérations inférieures à celles des hommes. En outre, les femmes ingénieurs ont plus souvent des contrats à durée déterminée.

Elles placent la discrimination au deuxième rang de leurs difficultés.

6) le comportement des entreprises reste très diversifié

Les moyens de recherche ayant permis un recrutement demeurent dans des tendances classiques, à savoir :

- 26 % par candidatures spontanées
- 26 % par contacts avec les anciens élèves ou par relations
- 16 % par les stages
- 15 % par les petites annonces
- 9 % par l'APEC
- 8 % par les Forums.

Les discours des DRH ne sont pas homogènes, et les décisions d'embauche sont de plus en plus influencées par les responsables opérationnels ou financiers.

D'autre part, le label Grande Ecole apparaît comme une garantie de plus en plus appréciée. Ainsi, de 1989 à 1993, alors que l'APEC a recensé une embauche globale de cadres passant de 140 000 à 72 000, les promotions des Ecoles membres de la Conférence passant de 20 000 à 24 000 continuent à trouver du travail (à l'exception des 4 % qui n'ont pas trouvé en 6 mois). Néanmoins, la personnalité reste le critère de choix final.

Mais les entreprises développent une attitude de précaution comme on l'a vu avec la croissance des contrats à durée déterminée.

*

* *

Les annexes ci-après récapitulent les résultats plus détaillés relatifs à ces analyses menées par l'Observatoire des emplois de la Conférence des Grandes Ecoles.

ANNEXES

- 1 - Evolution globale de l'embauche
- 2 - Etude d'homogénéité des écoles
- 3 - Différenciation entre deux populations
- 4 - Adaptation des jeunes diplômés à l'évolution de l'emploi
- 5 - Etude par sexe
- 6 - Comportement des entreprises

ANNEXE 1

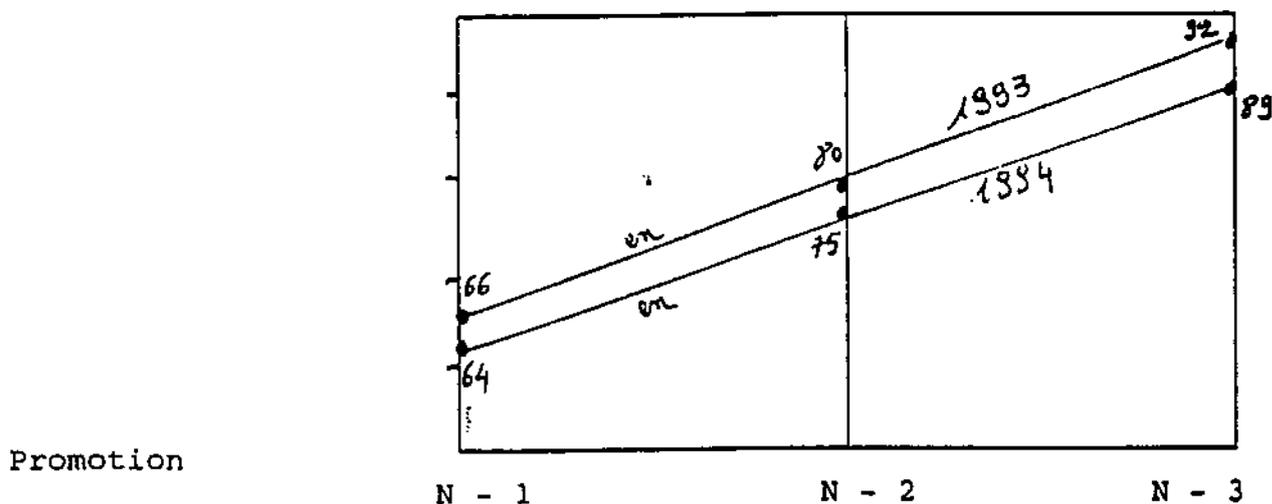
Evolution globale de l'embauche

La situation de l'embauche est globalement satisfaisante, mais elle est moins bonne qu'en 1993 tant en ce qui concerne le taux d'activité que le délai de recherche d'emploi.

1) le taux d'activité net (hors service national et prolongation d'études), c'est-à-dire le nombre de diplômés en activité rapporté à la somme des actifs et des diplômés en recherche d'emploi suit les progressions suivantes pour les trois dernières promotions, cette situation étant comparée à celle de l'an dernier.

Graphique n° 1

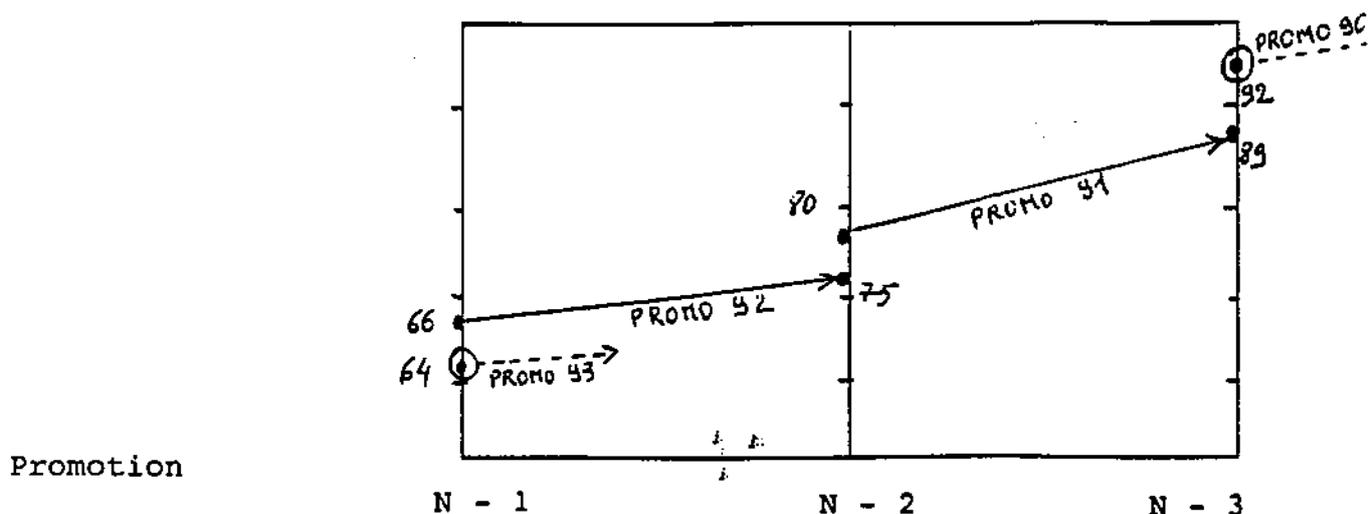
Taux d'activité net en %



Les mêmes analyses peuvent être faites sur l'évolution de ce taux de 1993 à 1994 pour les quatre promotions étudiées (1990, 1991, 1992, 1993), et l'on constate là aussi des courbes décalées entre ces promotions étudiées sur un ou deux ans.

Graphique n° 2

Taux d'activité net en %



Voici le tableau brut et plus détaillé des résultats incluant les diplômés au service national et ceux qui prolongent leurs études (en %) par rapport à l'effectif total des promotions.

Tableau n° 3

Promotion	N - 3		N - 2		N - 1	
	1993	1994	1993	1994	1993	1994
En activité	79	77	60	55	30	26
Service national	3	5	18	13	34	40
Etudes complémentaires	10	9	12	13	21	20
En recherche d'emploi (moins de 4 mois)	4	4	5	9	7	7
En recherche d'emploi (plus de 4 mois)	4	5	5	10	8	7

L'accélération du service national (40 % dès la première année au lieu de 34 %) induit un effet secondaire l'année suivante (19 % en recherche d'emploi contre 10 %).

Parmi les diplômés qui prolongent leurs études, la nature de celles-ci évoluent peu depuis l'an dernier (doctorats, mastères, DEA...). On trouvera des renseignements plus précis sur les doctorants dans l'annexe 5, leur proportion étant très différente selon la nature des écoles (ingénieurs ou gestion).

Il faut également tenir compte du fait que l'enquête 1994 s'est déroulée deux mois plus tôt.

2) les délais de recherche

Il ne faut pas se méprendre sur le nombre de chercheurs d'emploi, dans la mesure où il comprend des diplômés qui vont trouver vite et seulement une partie qui mettra plus longtemps.

Il ne faut pas oublier qu'il y a un délai incompressible de négociation et d'embauche.

Un autre indicateur du phénomène est en effet le délai de recherche d'emploi. Les pourcentages de l'effectif total des promotions qui est encore en recherche d'emploi au-delà d'un certain délai sont les suivants :

Tableau n° 4

Promotion		N - 3	N - 2	N - 1
plus de 6 mois	en 1993	2 %	2,4 %	4,2 %
	en 1994	3 %	4,8 %	(1,8 %)*
plus de 4 mois	en 1993	3,8 %	4,9 %	7,6 %
	en 1994	4,9 %	10,0 %	6,9 %

(*) valeur à considérer avec précaution, compte tenu de la période de l'enquête en 1994, à peine six mois après la fin des cours.

Sur l'ensemble des trois promotions, le taux moyen de recherche de plus de 4 mois est passé en un an de 5,4 % à 7,2 %.

Pour les deux promotions (N - 2) et (N - 3), le taux moyen de recherche de plus de 6 mois est passé en un an de 2,2 % à 3,9 %.

Si l'on exclut les diplômés au Service National ou en études prolongées, ce dernier taux est passé en un an de 3,5 % à 5 %.

ANNEXE 2Etude d'homogénéité des écoles

Les différentes grandes écoles ne sont pas homogènes, en regard de l'embauche des jeunes diplômés.

1) Ecoles de gestion et écoles d'ingénieurs

Seuls ont été analysées les écoles de gestion et les écoles d'ingénieurs, le troisième groupe des autres écoles n'étant pas suffisamment nombreux pour donner des résultats significatifs.

Rappelons les populations respectives de ces écoles :

Tableau n° 18

Promotion	1991	1992	1993
Nombre de diplômés de gestion	3 462	3 647	3 841
Nombre de diplômés ingénieurs	9 776	10 564	10 908

Ceci représente en 2 ans, une croissance d'environ 11 % pour les écoles de gestion comme pour les écoles d'ingénieurs, membres de la Conférence des Grandes Ecoles.

La situation des écoles de gestion apparaît, au vu des résultats de l'enquête 1994, meilleure que celle des écoles d'ingénieurs, en ce qui concerne le taux d'activité, la durée de recherche d'emploi et le taux de contrats à durée indéterminée.

D'autre part, ceci expliquant en partie cela, les diplômés d'écoles d'ingénieurs prolongent plus leurs études, notamment avec un taux de doctorants dix fois plus fort.

Les synthèses de ces comparaisons sont récapitulées sur le tableau ci-après :

Tableau n° 19

Promotion	1991		1992		1993	
	Ing.	Gest.	Ing.	Gest.	Ing.	Gest.
Taux d'activité brut (1)	75	83	51	68	21	39
Taux d'études prolongées (1)	11	3	15	7	20	19
(Dont Doctorants) (1)	(8,5)	(1)	(8)	(0,5)	(5)	(0,5)
Taux de recherche d'emploi (1)	10	6	21	10	15	13
Taux de recherche depuis plus de 6 mois (1)	3,8	2,4	5,7	1,7	2	1,4
Taux de contrats à durée déterminée (CDD) (2)	13	9	20	13	32	25

(1) proportion sur l'ensemble des promotions en %

(2) proportion sur l'ensemble des actifs en %

Rappelons enfin la différence de féminisation des écoles de gestion (46 %) et des écoles d'ingénieurs (21 %), ce qui n'induit d'ailleurs aucune différence dans la situation spécifique des femmes au regard de l'embauche (cf annexe 4) sauf en ce qui concerne les CDD où seules les femmes ingénieurs sont désavantagées.

2) par école

Ecole par école, les résultats ne convergent pas totalement.

Si l'on considère la situation de la promotion 1991 qui permet déjà un certain recul dans l'examen, on obtient les résultats suivants pour le taux d'activité net en 1994 (actifs rapportés à la somme des actifs et des recherches d'emplois)

Tableau n° 20

Promotion 1991

<u>Taux d'activité net des diplômés de l'école</u>	<u>Pourcentage d'écoles</u>
100 %	7 %
entre 80 et 100 %	78 %
entre 60 et 80 %	14 %
moins de 60 %	1 %

Par rapport à la valeur moyenne de 89 %, les écarts restent donc assez faibles. Il faut d'ailleurs relativiser cet indicateur qui intègre sous un aspect négatif le fait de rechercher même depuis peu de semaines, un emploi après le service national ou après des études prolongées.

La situation est par contre plus contrastée la première année. Ainsi, on trouve pour la promotion 1993 la répartition suivante :

Tableau n° 21

Promotion 1993

<u>Taux d'activité net des diplômés de l'école</u>	<u>Pourcentage d'écoles</u>
entre 80 et 100 %	33 %
entre 60 et 80 %	23 %
moins de 60 %	44 %

Par rapport à la valeur moyenne de 64 %, les écarts sont très sensibles. Les écoles mettent donc plus ou moins de temps à atteindre une situation finale assez convergente.

*

* *

ANNEXE 3

Différenciations entre deux populations

La situation s'est de plus en plus différenciée entre les diplômés qui tirent vite et bien leur épingle du jeu, et ceux qui éprouvent plus de difficultés.

Ce système à deux vitesses apparaît clairement au vu des résultats suivants :

1) Délais de recherche

Il y a de plus en plus de diplômés en activité qui ont trouvé leur emploi en moins de 2 mois.

Tableau n° 5 (ont trouvé en moins de 2 mois)

Promotion	N - 1	N - 2
% en 1994 (*)	67	57
% en 1993 (*)	53	49

Et simultanément la proportion des diplômés en activité qui ont mis plus de 6 mois à trouver leur emploi s'accroît. (les valeurs de la promotion (N - 1) ne sont pas significatives, compte tenu de la date de l'enquête 1994).

Tableau n° 6 (ont trouvé en plus de 6 mois)

Promotion	N - 2	N - 3
% en 1994 (*)	11	11
en 1993 (*)	8	4

(*) pourcentage d'actifs ayant trouvé dans un délai donné sur l'ensemble des actifs.

En moyenne on a aux deux extrêmes 62 et 11 % en 1994, au lieu de 51 et 6 % en 1993.

2) Différenciation accrue chez les plus jeunes

Si l'on examine l'ensemble des diplômés en activité et en recherche d'emploi, la proportion de ceux qui n'ont pas trouvé d'emploi en 4 ou en 6 mois, à la date de l'enquête, évolue elle aussi.

En 1993, la situation était relativement uniforme selon les promotions.

En 1994, une différenciation apparaît nettement entre les promotions plus anciennes et la promotion la plus récente où les diplômés plus avertis sont plus nombreux à se lancer vite sur le marché du travail.

Tableau n° 7

Pourcentage de diplômés n'ayant pas trouvé d'emploi en 4 mois

(Ensemble des actifs et des diplômés en recherche d'emploi)

<u>Promotion</u>	(N - 3)	N - 2)	(N - 1)
Situation en 1993	15 %	23 %	17 %
Situation en 1994	23 %	23 %	11 %

3) Différenciation des comportements

On constate enfin des différenciations selon la méthode utilisée pour rechercher un emploi. Cette analyse porte sur des populations qui se recouvrent, mais elle explique en partie la différenciation dans les résultats de la recherche d'emploi.

Pour chaque méthode de recherche d'emploi, on a comparé la proportion parmi ceux qui ont trouvé un emploi, et les proportions utilisées pour la recherche (ces dernières totalisant bien entendu plus de 100 %).

Le rapport entre les deux donne des indices d'efficacité qui s'étagent sur une gamme étendue.

Tableau n° 8

Indices d'efficacité

	Méthodes ayant abouti	Méthodes de recherche	Indice
Stages	16 %	19 %	0,84
Candidatures spontanées	26 %	82 %	0,32
Forum	8 %	33 %	0,24
Anciens élèves/Bureau Carrière/Relations	26 %	135 %	0,19
Petites annonces	15 %	102 %	0,15
APEC (*)	9 %	76 %	0,12(*)

On voit ainsi que les populations qui n'utilisent par les méthodes les plus productives, et plus généralement celles qui ne diversifient pas leurs méthodes sont défavorisées.

(*) Cet indice doit être analysé avec prudence au regard des rôles multiples de l'APEC, souvent consulté de façon systématique pour une fonction de conseil plus que d'embauche.

Adaptation des jeunes diplômés à l'évolution de l'emploi

L'état d'esprit et le comportement des jeunes diplômés évolue très vite. Cette évolution se caractérise par des craintes exagérées, et aussi par une capacité d'adaptation plus grande.

1) leurs craintes

La peur de ne pas avoir de débouchés s'est fortement accrue et même de façon disproportionnée avec la réalité pour les diplômés des grandes écoles.

Ainsi, par ordre décroissant, voici les difficultés redoutées par ceux qui sont en recherche d'emploi :

1 - Absence de débouchés	42 %
2 - Emploi non conforme aux souhaits	23 %
3 - Discrimination personnelle	15 %
4 - Salaire insuffisant	8 %

La crainte n° 1 est à rapprocher du nombre résiduel de situations difficiles après plus de six mois, dix fois moindre, soit de 3,9 %. Par ailleurs, 22 % des diplômés en recherche ont déjà refusé une ou plusieurs propositions d'embauche.

Si l'on interroge maintenant ceux qui prolongent leurs études, on constate d'abord que leur nombre réel ne varie pas en proportion :

Tableau n° 9

Promotion	N - 3		N - 2		N - 1	
	1993	1994	1993	1994	1993	1994
Année enquête						
Taux brut de prolongation des études (%) (1)	10	9	12	13	21	20

Pourtant une proportion nettement accrue d'entre eux l'explique par crainte de ne pas trouver d'emploi, cette raison étant beaucoup moins donnée en 1993.

Tableau n° 10

Promotion	N - 3		N - 2		N - 1	
	1993	1994	1993	1994	1993	1994
Prolongation des études motivée par crainte de chômage (1)	0,7	2,7	1,4	5,3	1,4	7,6
Prolongation des études motivée par d'autres raisons (1)	9,3	6,3	10,6	7,7	19,6	12,4

(1) Pourcentage par rapport à l'ensemble des promotions

Ainsi, parmi ceux et celles qui prolongent leurs études, 37 % l'expliquent à cause de la situation de l'emploi, contre seulement 8,5 % en 1993.

Toutefois, la question a été reformulée en 1994 (*), ce qui a pu fausser les comparaisons.

2) Leur adaptation

Tout d'abord dans la recherche d'un emploi, on constate en 1994, l'utilisation moyenne de 4,5 méthodes de recherche simultanées, contre seulement 2 en 1993. Les erreurs de comportement constatées surtout en 1991 et 1992 ont tendance à disparaître, les diplômés ayant parfaitement assimilé les conditions du marché, et les écoles les y préparant mieux.

Ils acceptent, bon gré mal gré, une proposition beaucoup plus forte de contrats à durée déterminée.

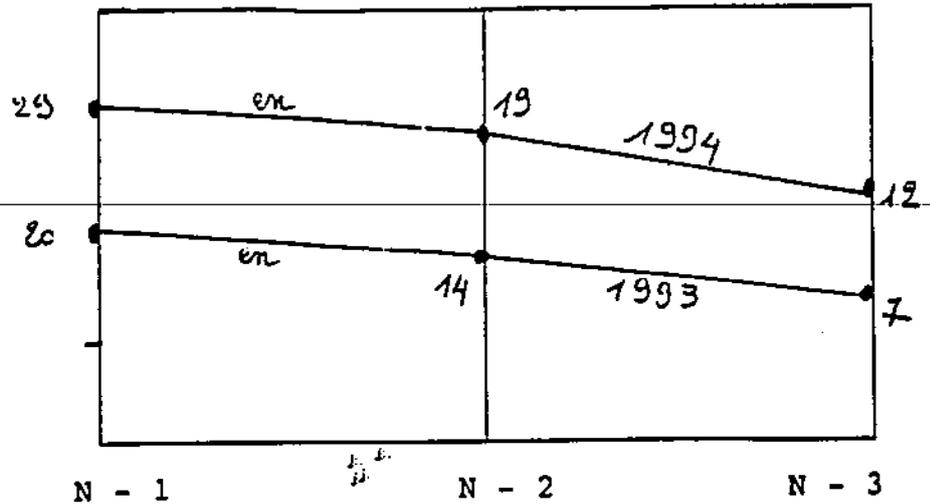
(*) Question 1993 : Poursuivez-vous des études parce que vous n'avez pas trouvé d'emploi ?

Question 1994 : La situation du marché de l'emploi a-t-elle eu une influence sur votre décision de poursuivre des études ?

Taux de CDD

Graphique n° 3

(parmi les jeunes diplômés en activité)



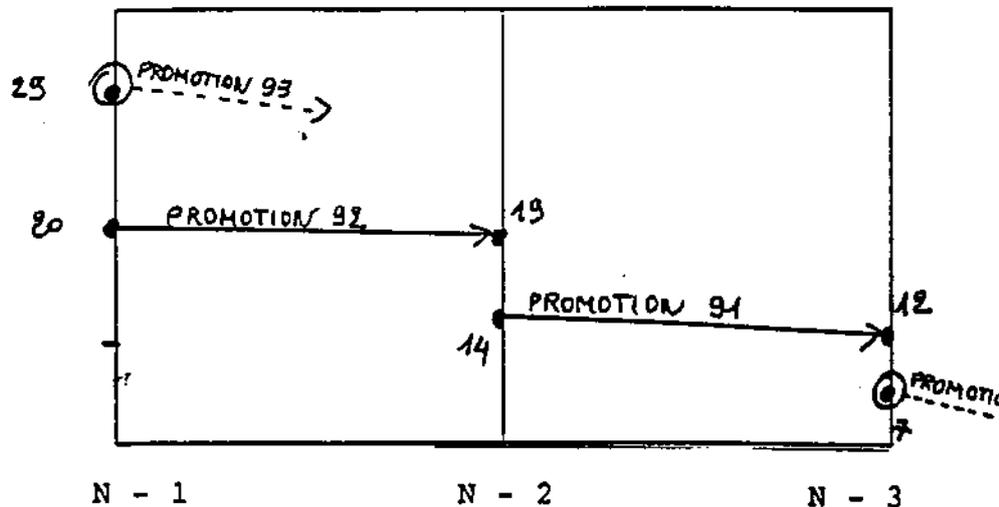
Promotions

La même analyse peut être faite sur l'évolution de ce taux de 1993 à 1994 pour les quatre promotions étudiées (1990, 1991, 1992, 1993), et l'on constate là aussi des courbes décalées entre ces promotions étudiées sur un ou deux ans.

Taux de CDD

Graphique n° 4

(parmi les jeunes diplômés en activité)



Promotions

Toutefois, cette analyse doit être pondérée par le fait qu'il se peut que parmi les 19 % de diplômés de la promotion 1991 qui en sont déjà à leur deuxième emploi, un certain nombre ait accepté un contrat à durée déterminée pour leur premier emploi, ce qui signifie que le CDD peut être un simple passage initial dans de nombreux cas.

D'autre part, les écoles constatent avec plaisir que les postes à l'étranger sont plus volontiers recherchés :

Tableau n° 11

Promotion	N - 3		N - 2		N - 1	
	1993	1994	1993	1994	1993	1994
Pourcentage d'actifs en poste à l'étranger	4 %	6 %	3 %	8 %	4 %	10 %

Enfin, comme cela a déjà été indiqué, ils sont plus mobiles, car 19 % en sont déjà à leur deuxième poste au bout de trente mois (contre 17 % l'an dernier).

ANNEXE 5

Etude par sexe

L'enquête 1994 innove sur celle de l'an dernier et permet des comparaisons par sexe.

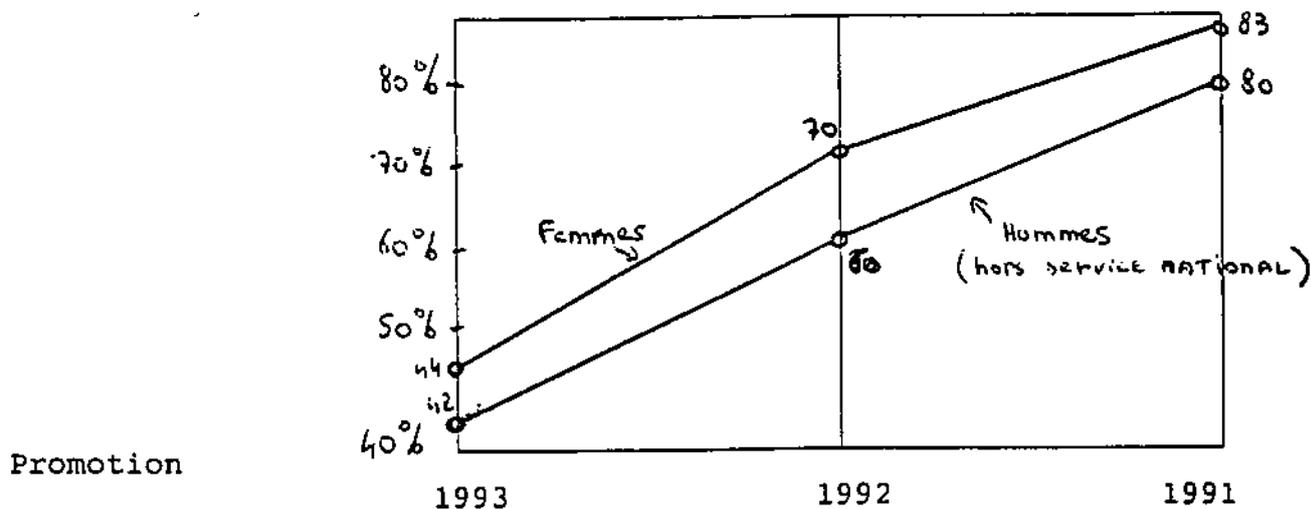
Les femmes représentent 27,5 % des diplômés. Leur situation est différente en plusieurs points de celle des hommes. Quoique la part qu'elles représentent soit assez différente entre les écoles de gestion (46 %) et les écoles d'ingénieur (21 %), les conclusions qui suivent sont souvent générales, et en tout cas ne se différencient pas selon ces proportions.

1) Les femmes atteignent plus vite un meilleur taux d'activité

Pour effectuer cette comparaison, on a éliminé les populations au service national. Le taux d'activité est alors mesuré sur la base des actifs rapportés à l'ensemble des promotions (hors service national).

Taux d'activité en 1994 (ajusté hors service national)
(actifs/actifs + recherche d'emploi + études prolongées)

Graphique n° 5



Une des raisons de ce phénomène est l'impact du retour du service national pour les hommes.

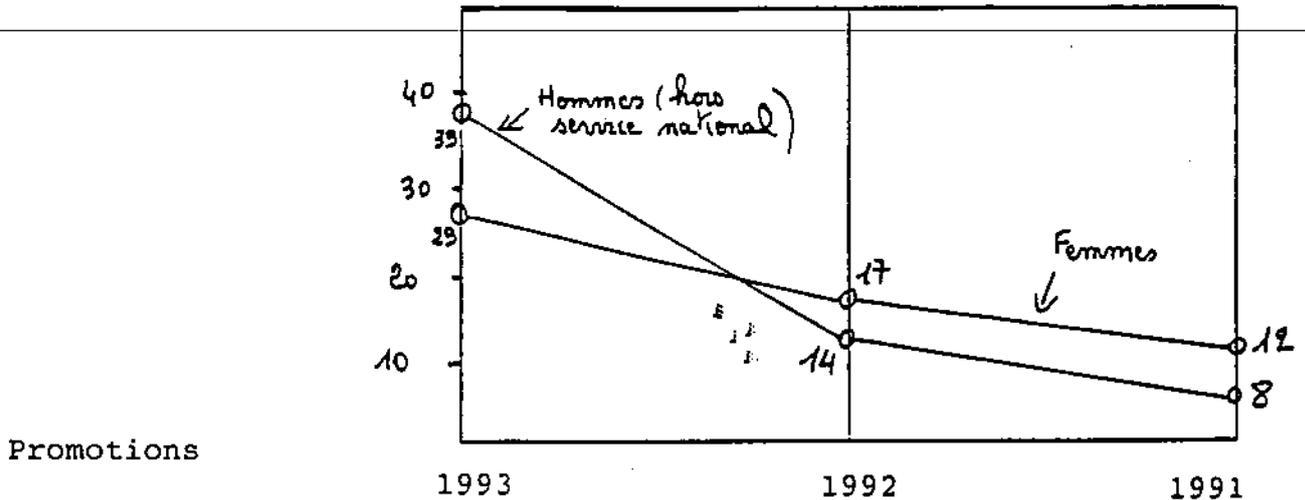
La situation des femmes est nettement meilleure au bout de dix huit mois, et les hommes ne commencent à rattraper l'écart qu'après trente mois.

Le phénomène est plus marqué pour la promotion 1993 chez les gestionnaires (taux respectifs de 59 % et 49 %).

2) Les femmes sont moins nombreuses à prolonger leurs études, mais un plus grand nombre les prolongent longtemps chez les ingénieurs.

Taux d'études prolongées en 1994 (ajusté hors service national)
(études/actifs + recherche d'emploi + études)

Graphique n° 6



L'écart pour la promotion 1991 est particulièrement significatif chez les ingénieurs (17 % contre 9 % pour les hommes).

Ceci s'explique en particulier par le plus fort taux d'études de doctorat des femmes, rapporté au total des promotions (service militaire exclu), ce phénomène concernant presque exclusivement les écoles d'ingénieurs.

Tableau n° 12

Taux d'études de doctorat en 1994 chez les ingénieurs

Promotion	1993	1992	1991
Hommes (hors service national)	7 %	7 %	7 %
Femmes	12 %	15 %	14 %

3) Conséquence sur le taux de recherche d'emploi : avantage aux femmes

Ces deux phénomènes entraînent un taux de recherche d'emploi moitié moindre pour les femmes au bout de 18 ou 30 mois.

Tableau n° 13

Taux de recherche d'emploi (hors service national) en 1994
(recherche d'emploi/Actifs + Etudes + Recherche d'emplois)

Promotion	1992	1991
Hommes (hors service national)	26 %	12 %
Femmes	13 %	5 %

Le tableau ci-après récapitule ces analyses en 1994 (hors service national) :

Tableau n° 14

Promotion	1991		1992		1993	
	H	F	H	F	H	F
Activité (%)	80	83	60	70	42	44
Etudes prolongées (%)	8	12	14	17	37	29
Recherche d'emplois (%)	12	5	26	13	21	27

4) Durée de recherche d'emploi plus longue pour les femmes

Les durées de recherche sont notablement plus longues pour les femmes qui sont donc plus sensibles aux aléas actuels dans la modalité de recherche d'emploi, mais qui sont aussi plus difficiles dans le choix de leur emploi.

Dans les difficultés rencontrées pour la recherche d'emploi, les femmes placent la peur de la discrimination en deuxième position à 25 % (contre 11 % pour les hommes)

Et parmi celles qui font des études, les plus jeunes placent la motivation de la crainte de chômage à un niveau record de 45 %, ce taux s'étant nettement dégradé par rapport aux promotions plus anciennes.

Pourcentage d'études prolongées motivées par la situation du marché de l'emploi

(enquête 1994)
(rapporté au nombre total d'études prolongées)

Tableau n° 15

Promotion	1991	1992	1993
Hommes	34 %	42 %	33 %
Femmes	24 %	38 %	45 %

Cette prise de conscience accrue chez les femmes correspond à une différence réelle de délais de recherche comme l'attestent les comparaisons suivantes, ce phénomène étant un peu plus marqué dans les écoles de gestion.

Tableau n° 16

Délai de recherche

Promotion	1991		1992		1993	
	H	F	H	F	H	F
Durée de recherche de plus de 6 mois rapportée au total des recherches d'emploi (%)	33	40	24	32	-	-
Actifs ayant trouvé un travail en plus de 6 mois rapporté au total des actifs (%)	10	12	8	16	-	-
Actifs ayant trouvé un travail en plus de 4 mois rapporté au total des actifs (%)	21	26	19	29	12	15

En ce qui concerne les écoles de gestion, une des raisons de ces délais plus longs tient à la plus grande exigence de la part des femmes dans le choix de leur emploi. Le pourcentage de celles qui recherchent un emploi après avoir refusé une ou

plusieurs propositions s'élève à 44 %, contre seulement 34 % pour les hommes.

5) Conditions des contrats plus dures pour les femmes

Ces conditions différentes apparaissent clairement sur le taux de contrats à durée déterminée des écoles d'ingénieurs :

Tableau n° 17

Promotion	1991		1992		1993	
	H	F	H	F	H	F
Taux CDD (%) sur le nombre total d'actifs ingénieurs	12	17	20	26	28	39

Cette différenciation est quasi inexistante pour les diplômés de gestion.

D'autre part, même si les réponses aux enquêtes salariales comportent des approximations, on peut au moins en déduire que les salaires féminins des jeunes diplômés, toutes écoles confondues, à promotion égale, sont en moyenne inférieurs d'environ 7 % à ceux des hommes.

ANNEXE 6Comportement des entreprises1) Les modalités de recrutement évoluent

Les stages ne conduisent qu'à une embauche sur six, contrairement au discours souvent tenu, autant que les petites annonces qui ont cessé de baisser, et les forums deviennent un moyen marginal de recrutement. On voit enfin, que l'APEC conduit à près d'un recrutement sur dix, ce qui est nouveau.

Méthodes de recrutement des diplômés embauchés

Candidatures spontanées	26 %
Anciens élèves, Bureaux Carrière, Relations personnelles	26 %
Stages	16 %
Petites annonces	15 %
APEC	9 %
Forums	8 %

Les éléments qualitatifs unanimement perçus en 1993 quant aux exigences de l'embauche restent identiques. Les entreprises font confiance aux écoles, quant aux connaissances et à la sélection assurée. Pour ce qui est du reste, les entreprises semblent avoir définitivement repris leurs positions anciennes qui avaient été abandonnées pour juste cinq à dix ans.

Elles restent maîtresses du profil des postes offerts et le négocient en position dominante. Elles laissent le diplômé préparer ses démarches et diminuent leur budget de prospection. Devant l'afflux des candidatures spontanées d'origine diverse, elles effectuent un premier tri d'après la notoriété du diplôme, avant de sélectionner finalement sur la base d'une estimation des potentialités humaines. Elles recourent plus massivement aux contrats à durée déterminée pour tester les nouveaux recrutés. Le taux de CDD en 1994 est de 29 % pour les embauchés de la promotion 1993.

Bref, le comportement des entreprises est dominant, mais parfois confus. On note d'ailleurs que l'image de "l'entreprise", conquérante chez les jeunes diplômés dans la décennie précédente, se brouille un peu.

2) Le comportement des entreprises face aux grandes écoles reste très diversifié et le discours des DRH n'est ni homogène, ni toujours cohérent avec la réalité. Ainsi, plus du quart des embauches se font par candidatures spontanées. Les décisions d'embauche sont d'ailleurs de plus en plus influencées par les responsables opérationnels, ou à l'inverse par les responsables financiers, comme on peut le constater dans les forums.

Les politiques d'embauche, et plus généralement la gestion des ressources humaines des entreprises sont très contrastées. Certaines qui avaient coupé brutalement leurs recrutements ont maintenu cette position, d'autres l'ont assouplie. Certaines entreprises continuent à profiter de la détente sur les salaires d'embauche pour recruter plus de jeunes.

D'autres entreprises continuent à considérer qu'il ne faut pas toucher à l'investissement d'avenir en matière grise et maintiennent une politique à long terme.

En effet, la personnalité du diplômé est toujours le critère de choix final, mais le label "grande école" reste une garantie appréciée.

Ainsi de 1989 à 1993, alors que l'APEC a recensé une embauche globale de cadre, passant de 140 000 à 72 000, les promotions des grandes écoles passant de 20 000 à 24 000, continuent tant bien que mal à trouver du travail à l'exception des 4 % qui n'ont pas trouvé de travail en six mois.

Il serait très intéressant de disposer à cet égard d'une analyse comparée pour les (BAC + 5) et les (BAC + 2).